

# La Tunisie fait face à une forte incertitude politique

MAGHREB Après la destitution de Habib Essid, la formule d'union nationale voulue par le président Essebsi s'annonce délicate

## TUNIS

DE NOTRE CORRESPONDANT

La Tunisie va-t-elle devenir ingouvernable ? Samedi soir, le Premier ministre Habib Essid s'est vu retirer la confiance de l'Assemblée, qu'il avait lui-même sollicitée, par un vote sans appel de trois pour et de cent dix-huit contre. Il ouvre ainsi la voie au gouvernement d'union nationale que le chef de l'Etat, Beji Caïd Essebsi, avait appelé de ses vœux le 2 juin dernier.

Celui-ci doit lui choisir un successeur d'ici la fin de la semaine, lequel devra à son tour proposer une nouvelle équipe gouvernementale dans un délai d'un mois, renouvelable une fois. Ce remaniement met fin à la formule politique issue des élections de 2014.

Habib Essid, grand commis de l'Etat sans affiliation partisane, était réputé pour sa connaissance de l'administration et son intégrité. Il était apparu alors comme l'homme de la situation pour diriger un gouvernement soutenu par une coalition de quatre partis, dont les deux grandes forces rivales, Nidaa Tounes, vainqueur des élections, et Ennahda, le parti islamiste.

Ce profil avait l'inconvénient de ses avantages : plus organisateur du travail gouvernemental que chef d'une majorité, Habib Essid, plutôt effacé, restait marqué par sa culture administrative.

Même s'il peut mettre à son crédit une nette amélioration de la sécurité, le gouvernement sortant n'a pu apporter des solutions décisives aux problèmes qui rongent l'économie, malgré une large assise parlementaire : la corruption, l'explosion de la contrebande, le blocage de la production de phosphate par les conflits sociaux...

Annoncé le 2 juin sans aucune concertation préalable, l'appel du chef de l'Etat à une union nationale des partis politiques et des organisations syndicales pour soutenir le gouvernement a pris tout le monde au dépourvu. Est-elle en mesure d'impulser une nouvelle dynamique ? Rien n'est moins sûr.

## L'accord de Carthage

Le nouveau programme élaboré au terme d'un mois de négociations conclues par l'accord de Carthage, signé solennellement le 13 juillet dernier par

neuf partis et trois centrales syndicales (salariés, patronat, agriculteurs), ne se distingue guère du programme du cabinet sortant.

Le choix du nouveau chef du gouvernement devra résoudre la quadrature du cercle : à la fois capable de s'imposer à une équipe ministérielle issue de tractations entre partis politiques aux ambitions rivales, et suffisamment lisse pour ne pas paraître partisan ni faire d'ombre à Béji Caïd Essebsi, qui entend présidentialiser le fonctionnement de l'exécutif. Quant à la composition du gouvernement, son équilibre devra satisfaire non plus quatre partis, mais les douze signataires de l'accord de Carthage. Ce qui laisse augurer de laborieuses semaines de négociations.

En revanche, l'union nationale ne semble pas en mesure de compenser les effets des divisions de Nidaa Tounes, ni la difficulté du pouvoir politique à affronter les groupes d'intérêts économiques qui tentent de retrouver les relais au sein de l'administration dont ils disposaient sous le régime de Ben Ali. ■

THIERRY BRÉSILLON